
Daniel Bultmann, *The Social Order of Postconflict Transformation in Cambodia. Insurgent Pathways to Peace*, Lanham, Lexington Books, 2018, 182 p.

Adélaïde Martin

**Édition électronique**URL : <https://journals.openedition.org/conflits/22017>

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CECLS - Centre d'études sur les conflits - Liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 151-153

ISBN : 978-2-343-21960-8

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Adélaïde Martin, « Daniel Bultmann, *The Social Order of Postconflict Transformation in Cambodia. Insurgent Pathways to Peace*, Lanham, Lexington Books, 2018, 182 p. », *Cultures & Conflits* [En ligne], 118 | été 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 11 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/22017> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.22017>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

CHRONIQUES BIBLIOGRAPHIQUES

Cultures & Conflits *publie, dans ce numéro, deux recensions. Adélaïde Martin analyse l'ouvrage de Daniel Bultmann, The Social Order of Postconflict Transformation in Cambodia: Insurgent Pathways to Peace (Lanham, Lexington Books, 2018). Valérie Rosoux se plonge dans celui de Nathalie Duclos, Courtiers de la paix : Les vétérans au cœur du statebuilding international au Kosovo (Paris, CNRS Éditions, 2018). Dans la lignée des nombreux travaux publiés par la revue sur les questions de conflits, ces deux recensions rendent compte des dernières avancées dans la recherche en matière de transition post-conflit (au Cambodge et au Kosovo) avec un regard approfondi sur les trajectoires des anciens combattants.*

Daniel Bultmann, *The Social Order of Postconflict Transformation in Cambodia. Insurgent Pathways to Peace*, Lanham, Lexington Books, 2018, 182 p.

Dans la lignée de ses travaux sur la structuration des groupes armés ¹ et sur l'histoire longue du mouvement khmer rouge ², Daniel Bultmann prolonge ses réflexions sur le conflit civil cambodgien sous l'angle de la « sortie de guerre ³ ». Se concentrant sur la période post-génocidaire, il examine la coalition formée des trois factions émanant des régimes précédents, s'opposant de 1979 à 1991 au pouvoir socialiste en place à Phnom Penh. Il prend en compte le *continuum* de la violence jusqu'à la fin des années 1990 ⁴, c'est-à-dire au-delà de la signature de l'accord de paix, avec la poursuite des hostilités du côté khmer rouge et les tensions politiques.

À partir d'une enquête multi-située (Cambodge, États-Unis, Thaïlande, France), l'auteur propose de saisir l'épaisseur sociologique des parcours de démobilisation et des stratégies de reconversion des membres de l'Armée nationale sihanoukiste (ANS), de l'Armée nationale de libération du peuple khmer (ANLPK) et de l'Armée nationale du Kampuchéa Démocratique (ANKD). Il s'appuie pour ce faire sur un corpus conséquent de cent soixante-huit entretiens réalisés entre 2011 et 2017 avec d'ex-combattants, combiné à l'observation ethnographique de leurs conditions de vie actuelles et à un travail sur documentation. Se démarquant de la littérature prescriptive sur les opérations dites de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration), il s'inscrit dans un renouveau des approches théoriques maniant les outils conceptuels forgés par Pierre Bourdieu et un niveau d'analyse méso ⁵.

-
1. Bultmann D., *The Field of Insurgency: Armed Groups in Cambodia, 1979-1999*, Berlin, Humboldt-University, 2013, sous la direction de Rehbein et Klaus Schlichte ; *Inside Cambodian Insurgency. A Sociological Perspective on Civil Wars and Conflict*, Burlington/Farnham, Ashgate, 2015.
 2. Bultmann D., *Kambodscha unter den Roten Khmer. Die Erschaffung des perfekten Sozialisten*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2017.
 3. Pour une utilisation du terme « sortie de guerre » à la place d'« après-guerre », voir Cabanes B., Piketty G., « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, vol. 3, n°3, 2007, p. 1.
 4. Heder S., Ledgerwood J., « Politics of Violence: an Introduction », in *Propaganda, Politics, and Violence in Cambodia. Democratic Transition under United Nations Peace-Keeping*, Armonk, M. E. Sharpe, 1996, pp. 3-49.

La notion de « champ insurrectionnel » permet à D. Bultmann d'appréhender, dans une perspective relationnelle et dynamique, la structuration sociale des groupes armés (p. 9). Il détaille avec précision comment celle-ci reproduit les hiérarchies sociales antérieures, avec une élite formant le haut commandement, leurs clients patrimoniaux au sein des échelons intermédiaires et la paysannerie déplacée composant les soldats du rang. Au sein de cette classification, il distingue horizontalement des « groupes d'*habitus* », composés d'acteurs partageant un parcours de vie, une éducation, un ensemble de ressources, un schéma de recrutement, de socialisation et un rang militaire au sein de leur faction, soit des dispositions incorporées similaires (p. 11). L'homologie entre les positions sociales *ex ante* et les positions militaires lors du conflit est néanmoins nuancée dans les cas où la guerre vient bouleverser cette hiérarchie en produisant une nouvelle différenciation. Le champ possédant ses propres règles, l'auteur montre comment la valeur symbolique accrue des compétences au combat permet une mobilité sociale ascendante aux groupes pour lesquels l'« *ethos* guerrier » remplace le capital social hérité (p. 41). L'exemple des *strongmen* illustre bien ces « itinéraires d'accumulation par les armes ⁶ ».

Le propos de D. Bultmann est de comprendre les conditions sociales du retour à la vie civile en articulant la fluctuation des ressources aux structures d'opportunités accessibles lorsque le champ insurrectionnel entre en dissolution (pp. x-xi). Pendant « cette phase, assez longue, de “ni guerre - ni paix” ⁷ », situation déjà bien étudiée par Paul Richards ⁸, chaque combattant chercherait à obtenir une position similaire ou à rétablir son statut perdu du pré-conflit (p. 15). De cette hypothèse centrale, l'auteur déduit des modalités de démobilisation et des parcours de reconversion distincts. La détention de ressources adaptées à des espaces sociaux en paix, tel un volume important de capital culturel, permet en effet à certains de (ré)intégrer la fonction publique ou l'appareil militaire (p. 22). Cette « double transposition de propriétés sociales de l'avant-guerre à la guerre puis de la guerre à l'après-guerre ⁹ », les pousse à mettre fin à leur affiliation à l'insurrection. La perpétuation du conflit est *contrario* une stratégie employée par ceux qui ne parviennent pas à convertir leur statut guerrier en une autre forme de capital. C'est le cas des *strongmen*,

5. Bultmann D., *Bürgerkriegstheorien*, Konstanz, UVK, 2015 ; “The social structure of armed groups. Reproduction and change during and after conflict”, *Small Wars & Insurgencies*, vol. 29, n°4, 2018, pp. 607-628 ; Hensell S., Gerdes F., “Exit from war: The transformation of rebels into post-war power elites”, *Security Dialogue*, vol. 48, n°2, 2017, pp. 168-184.
6. Debos M., « Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad », *Politique africaine*, vol. 109, n°1, 2008, p. 168.
7. Banégas R., « Génération “guerriers” ? Violence et subjectivation politique des jeunes miliciens en Côte d'Ivoire », in Duclos N. (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Éditions Karthala, 2010, p. 375.
8. Richards P. (ed.), *No Peace, no War. An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Currey, Athens, Ohio University Press, 2005.
9. Duclos N., « Introduction », in Duclos N. (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, op. cit., p. 24.

détenteurs d'une ressource symbolique désormais dévaluée, qui poursuivent le combat jusqu'à la fin des années 1990 (p. 44). Cette interprétation, du désengagement ou du maintien de l'engagement dans la lutte armée à partir de la possibilité de (re)classement ou du risque de déclassement, constitue certainement l'un des points forts de l'ouvrage.

On ne peut que souligner cette contribution bienvenue à la connaissance de l'ordre social cambodgien et de ses continuités à travers le conflit. Pour les combattantes khmères rouges réassignées à des rôles traditionnels genrés (p. 120), comme pour la majorité des hommes en armes, les ressources acquises pendant la guerre ne suffisent pas à reconstruire les positions d'une manière renouvelée par rapport à la situation sociale antérieure¹⁰. S'attardant sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés, l'auteur met en évidence la (re)conversion religieuse comme moyen de surmonter le désajustement ou la stigmatisation (p. 105). Dans cette perspective, on comprend aussi mieux comment, parmi ceux pour qui la démobilisation représente un coût social, certains en viennent à souhaiter une reprise de la guerre (p. 133).

Si l'ouvrage remplit son pari théorique en sociologie des conflits armés en rompant avec une vision homogène de la démobilisation et figée de la réintégration, on peut néanmoins regretter que les itinéraires soient moins approfondis sur le long terme que dans l'immédiat après-guerre pour certains groupes. Il n'en reste pas moins que D. Bultmann fournit ici des voies précieuses de compréhension du contexte politique contemporain, concernant tant la logique de réintégration clientéliste que les mécanismes de cooptation d'une partie de l'insurrection au-delà du cadre de la politique nationale de réconciliation (*win-win policy*). On peut également saluer la restitution des contraintes empiriques de son terrain *ex post*, riche d'enseignements sur les possibilités matérielles de recherche au Cambodge.

Adélaïde MARTIN

Adélaïde Martin est doctorante en sciences politiques à l'Institut des sciences sociales du politique (UMR 7220) – Université Paris-Nanterre. Ancienne fellow au Center for Khmer Studies (Cambodge) en 2019, elle est également membre associée à l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (2020-2022). Ses recherches portent sur l'État cambodgien depuis 1979, à travers l'étude des parcours transnationaux de ses cadres.

10. Sur ce point, voir Debos M., *op. cit.*, pp. 178-179.

Est-il possible d'observer les raisons des uns et des autres pour éclairer les dynamiques mises en œuvre au lendemain d'une guerre ? L'ouvrage que Nathalie Duclos consacre aux vétérans du Kosovo permet de répondre par l'affirmative. L'étude proposée se base sur un impressionnant travail de terrain. À contrepied d'une approche strictement économique de la guerre, l'auteure propose une posture de recherche extrêmement stimulante. Plutôt que de s'inscrire dans le courant majoritaire qui considère les ex-combattants comme autant de déviants, elle invite à comprendre leur cheminement. Ce faisant, elle interroge une vision strictement séquentielle entre processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et permet de comprendre avec plus de finesse ce que recouvre le « retour à la normalité » que tant d'acteurs – le plus souvent extérieurs – appellent de leurs vœux.

Nathalie Duclos nous décrit une scène bien précise : le territoire du Kosovo depuis le déploiement de la mission des Nations Unies en 1999. Les personnages sont eux aussi ciblés : acteurs internationaux d'une part et anciens combattants d'autre part. Les dialogues qui forment la trame du récit résultent des interactions, marchandages et autres transactions qui se nouent pendant une quinzaine d'années entre « promoteurs de politiques de paix » et « récipiendaires de ces politiques ». La question posée d'emblée est explicite : dans quelle mesure peut-on envisager ces vétérans comme des « courtiers » ou « agents intermédiaires » de la paix ? Ce questionnement éclaire non seulement le cas emblématique du Kosovo, mais aussi plusieurs champs entiers de recherche. Parmi ceux-ci, il en est deux qui méritent ici d'être évoqués.

Le premier concerne les questions de mémoire post-conflit. Si la plupart des experts de l'après-guerre mettent l'accent sur les intérêts de chaque partie en présence, l'enquête menée par Nathalie Duclos met habilement en lumière la question plus symbolique de leurs récits. Comme Georges Bernanos le souligne déjà en 1949 dans *Les Enfants humiliés*, « l'avenir n'appartient pas aux morts, mais à ceux qui font parler les morts, qui expliquent pourquoi ils sont morts ¹ ». L'enjeu est particulièrement palpable pour les acteurs kosovars soucieux de diffuser un récit national. Sous cet angle, le lieu qu'il s'agit d'occuper n'est plus le champ de bataille mais l'espace public. D'où l'accumulation de commémorations et de mémoriaux censés sculpter la mémoire nationale. Les rôles assignés aux « libérateurs » justifient les positions actuelles. L'insistance sur les actes héroïques des combattants, plutôt que sur les sacrifices des civils, induit des hiérarchies. L'étude révèle un jeu d'ombres chinoises qui valorise les uns (souvent masculins et armés) et passe sous silence les autres (les femmes violées par exemple).

1 . Bernanos G., *Les Enfants humiliés. Journal 1939-1940*, Paris, Gallimard, 1949, p. 29.

Le second champ de recherche enrichi par l'ouvrage est celui de la négociation internationale. L'étude se concentre en effet sur les processus de négociations qui s'enchaînent au jour le jour entre personnel international et vétérans. Tous les facteurs susceptibles d'expliquer le résultat de ces négociations sont abondamment illustrés, qu'il s'agisse du rapport de force, des questions de confiance et de loyauté, du *leadership*, de la légitimité des acteurs, de leurs représentations ou encore de leurs croyances. Il est bel et bien question de *deal* lorsque l'Armée de libération du Kosovo (ALK) renonce aux armes en échange de la mise en place du Corps de Protection du Kosovo (CPK) – ce corps permettant d'intégrer nombre d'anciens combattants. Diabolisé par certains observateurs, le CPK devient finalement le principal levier de la démobilisation.

Au-delà de leurs divergences, les acteurs analysés tout au long de l'ouvrage font preuve d'un seul et même pragmatisme. C'est pour s'adapter aux circonstances que les administrateurs internationaux choisissent de maintenir les vétérans « occupés ». De la même façon, c'est pour garder une position de pouvoir que l'ALK initie le processus de paix. Ces arrangements souvent instables résultent donc d'intérêts bien compris, de ruses et de faux semblants graduellement décortiqués par Nathalie Duclos.

L'ouvrage invite en somme à réfléchir à la notion même de « post-conflit ». Si cette expression fait l'objet d'un large consensus dans le champ des relations internationales, elle suscite néanmoins moult interrogations. Quand se situe-t-on véritablement dans l'après conflit ? Sur la base de quels critères ? Les observations glanées au Kosovo montrent que le simple passage des générations ne suffit en tout cas pas à régler la question.

Valérie ROSOUX

Valérie Rosoux est directrice de recherches FNRS et professeur à l'Université de Louvain. Elle est licenciée en philosophie et docteur en sciences politiques. En 2010, elle assure pendant une année un mandat de senior fellow dans le cadre du United States Institute of Peace (USIP, Washington, DC). Elle est aussi membre de l'Académie royale de Belgique et chercheure invitée au Max Planck Institute de Luxembourg.